

RightsCon 2022

RAPPORT DE LA SESSION DATA4REVOLUTION THE STATE OF PERSONAL DATA PROTECTION IN AFRICA: A COMPARATIVE APPROACH



#dpinAfrica #RightsCon @data4revolution



THE WORLD'S LEADING
SUMMIT FOR HUMAN RIGHTS
IN THE DIGITAL AGE



@data4revolution

THE STATE OF PERSONAL DATA PROTECTION IN AFRICA : A COMPARATIVE APPROACH

Tue. 7th June, 2022 | 10:30 - 11:30am UTC

Register <https://rightscon.summit.tc>

Speakers

Conveners



YVES M. SAMBA
Specialist, CyberSecurity
Cameroon



MARCELLE NGOUNOU
Digital Policy Consultant,
Canada



CHRISTIAN NZHIE
IT Consultant,
B.O, Ghana



RAYNOLDS NYARKO
Specialist, Privacy & DP
MTN Ghana



BALBINE MANGA
Lawyer Cybercriminality,
Cyberlegislation and
IG expert, Cameroon



LEVY SYANSEKE
Internet Society Zambia
Chapter - President



ABRAHAM SELBY
Technical Consultant
Seltech Ghana

Organisateurs

- Yves Mbono Samba / Spécialiste de la cybersécurité, Cameroun
- Marcelle Ngounou / Consultant en politique numérique, Canada
- Christian Nzhie / Consultant en informatique, Ghana

Conférenciers

- Raynolds Nyarko / Spécialiste de la protection des données, Ghana
- Balbine Manga / Avocat spécialisé en cybercriminalité, cyber législation et expert en Gouvernance de l'Internet, Cameroun
- Levy Syanseke / Président du chapitre Zambien de l'Internet Society, Zambie
- Abraham Selby / Consultant technique, Ghana

Contact info: info@data4revolution.org

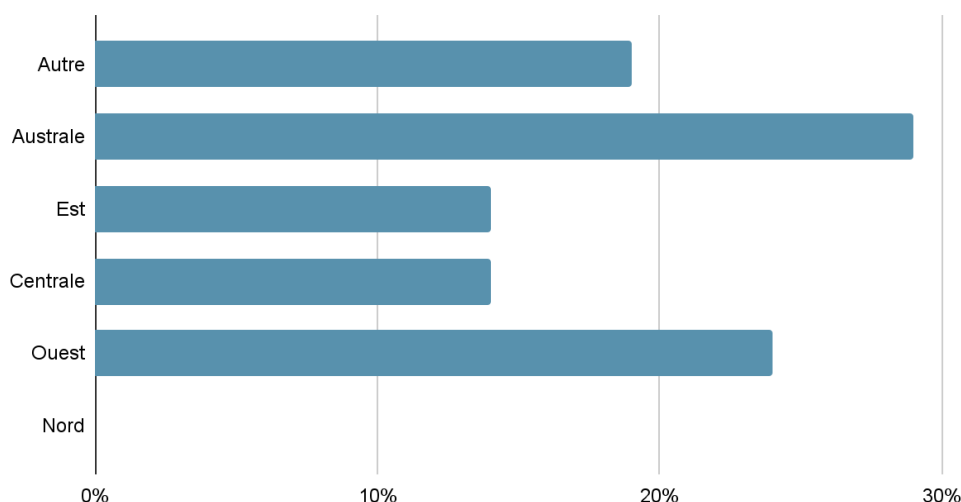
Le sommet mondial sur les droits de l'Homme pour l'année 2022, RightsCon2022 a été une occasion pour la communauté de partager des expériences, idées sur l'état des droits dans divers secteurs dont le numérique.

Nous avons saisi l'opportunité pour une réflexion autour de la protection des données à caractère personnel en Afrique lors d'une session organisée en "community lab" dans l'optique de faire une approche comparative entre les différentes sous-régions du continent.

La session, d'une heure, a reçu 25 participants venant à 81% du continent africain (comme indiqué sur le graphique ci-dessous en réponse à la question "De quelle sous-région de l'Afrique êtes-vous?").

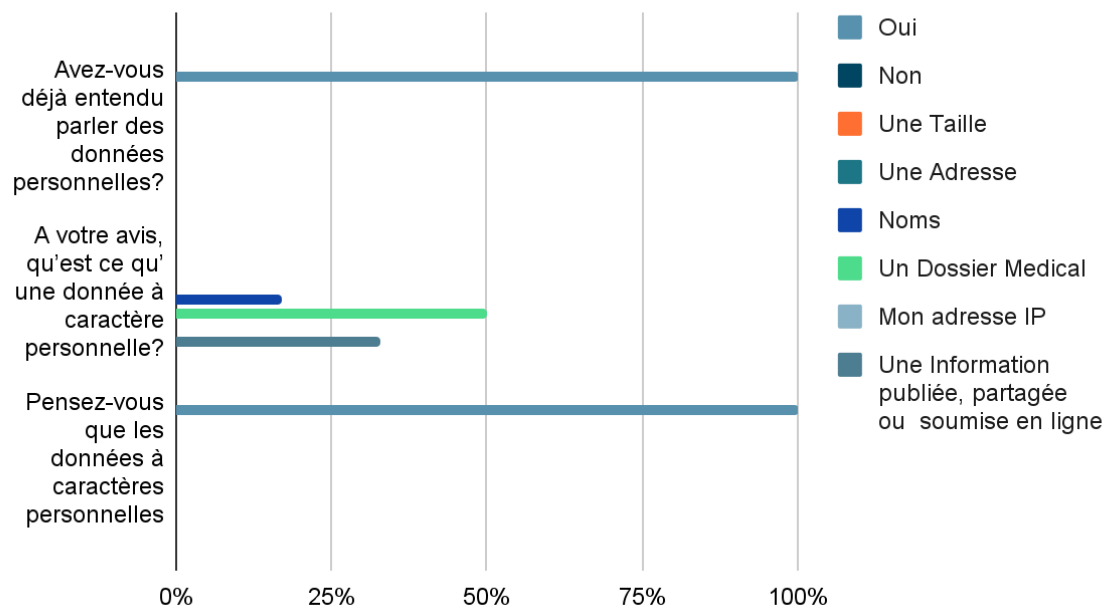
De quelle sous-région de l'Afrique êtes-vous?

Points scored



Les échanges se sont poursuivis avec des questions directes aux participants, qui démontrent qu'ils ont tous déjà entendu parlé des données à caractère personnel, pensent que celles-ci devraient être protégées et sont tout aussi capables dans une liste d'identifier lesdites données à caractère personnel.

Points scored



L'éclairage de nos conférenciers nous permet d'identifier les points suivants :

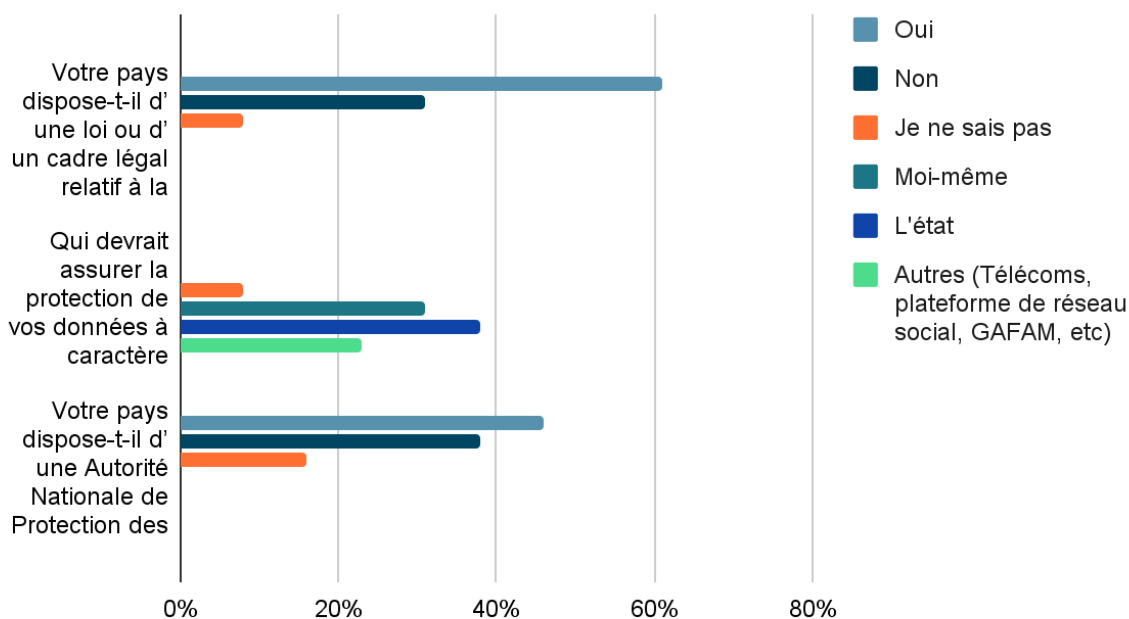
- L'intensification de l'usage de l'Internet en Afrique génère un volume important de données qui contiennent des données à caractère personnel;
- La recrudescence des crimes informatiques à amener l'Union Africaine à proposer en 2014, lors de la conférence de Malabo, la convention de l'Union Africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel. En 2020, elle comptait huit (08) ratifications sur les cinquante cinq pays (55) membres. De plus, l'implémentation des recommandations de ladite convention ne se fait pas aussi vite qu'escompté;
- Les pays d'Afrique Centrale sont peu nombreux à l'avoir signé. Le Gabon est le seul qui possède une loi et une autorité nationale de protection des données à caractère personnel comme le stipule la convention dans son chapitre II. Pour le reste de la sous région, aucun ne possède ni l'un ni l'autre ce qui est un frein à en cas d'infraction liée à la protection des données à caractère personnel;
- En Afrique de l'Ouest, le Ghana fait office de pionnier pour la protection des données avec son Data Protection Act, entrée en vigueur en 2012. Celui-ci doit être respecté par tout organisme manipulant des données à caractère personnel. Le Ghana dispose à cet effet de la loi et d'une autorité nationale

de protection des données à caractère personnel. Cette configuration est en nette progression dans la sous-région à l'exemple du Mali, Sénégal, Nigéria;

- En Afrique australe, nous avons la Zambie qui, suite à un cas de jurisprudence, a adopté en 2019 une loi sur la protection des données à caractère personnel. L'Angola et le Botswana sont aussi munis d'une loi de protection des données à caractère personnel. On note que l'existence de loi n'induit pas la mise en d'une autorité nationale de protection des données à caractère personnel;
- La très faible ratification de la convention de Malabo qui promeut la mise sur pied de loi et d'autorité nationale de protection des données à caractère personnel est un enjeu dans le cadre de la lutte contre les bris de sécurité exposant les données personnelles sur le continent.

Dans la suite des échanges, nous avons parlé des différents organes de protection des données à caractère personnel dans notre région. À cet effet, nous avons constaté que plus de 60% de participants ont mentionné que leur pays disposait d'une loi ou d'un cadre légal relatif à la protection des données à caractère personnel. D'autre part, les citoyens restent divisés quant à qui échoue la responsabilité de la protection desdites données (Etat, les participants eux-mêmes, ou soit par une entité autre (Telcos, GAFAM, etc.)). Pour terminer, nous remarquons que les participants sont au fait de l'existence ou non d'une Autorité Nationale de Protection des données à caractère personnel dans leur pays. Nous pouvons le constater au travers du graphique ci-dessous:

Points scored



Recommandations

- Prendre en compte la diversité culturelle dans l'élaboration des lois et notamment celles portant sur la protection des données à caractère personnel;
- Communiquer largement sur les enjeux de la protection des données personnelles;
- Sensibiliser les populations à la protection et diffusion de leurs données personnelles;
- Sensibiliser les populations à l'existence et rôle de l'Autorité Nationale de Protection des données à caractère personnel;
- Sensibiliser et encourager les acteurs à effectuer des travaux collaboratifs entre Etat;
- Encourager les Etats à la mise en application effective des conventions internationales ratifiées.

RightsCon 2022

SESSION REPORT

DATA4REVOLUTION

THE STATE OF PERSONAL DATA PROTECTION IN AFRICA: A COMPARATIVE APPROACH



#dpinAfrica #RightsCon @data4revolution



THE WORLD'S LEADING
SUMMIT FOR HUMAN RIGHTS
IN THE DIGITAL AGE



@data4revolution

THE STATE OF PERSONAL DATA PROTECTION IN AFRICA : A COMPARATIVE APPROACH

Tue. 7th June, 2022 10:30 - 11:30am UTC

Register <https://rightscon.summit.tc>

Speakers

Conveners



YVES M. SAMBA
Specialist, CyberSecurity
Cameroon



MARCELLE NGOUNOU
Digital Policy Consultant,
Canada



CHRISTIAN NZHIE
IT Consultant,
B.O, Ghana



RAYNOLDS NYARKO
Specialist, Privacy & DP
MTN Ghana



BALBINE MANGA
Lawyer Cybercriminality,
Cyberlegislation and
IG expert, Cameroon



LEVY SYANSEKE
Internet Society Zambia
Chapter - President



ABRAHAM SELBY
Technical Consultant
Seltech Ghana

Organisers

- Yves Mbono Samba / Specialist Cyber Security, Cameroon
- Marcelle Ngounou / Digital Policy Consultant, Canada
- Christian Nzhie / IT Consultant, Ghana

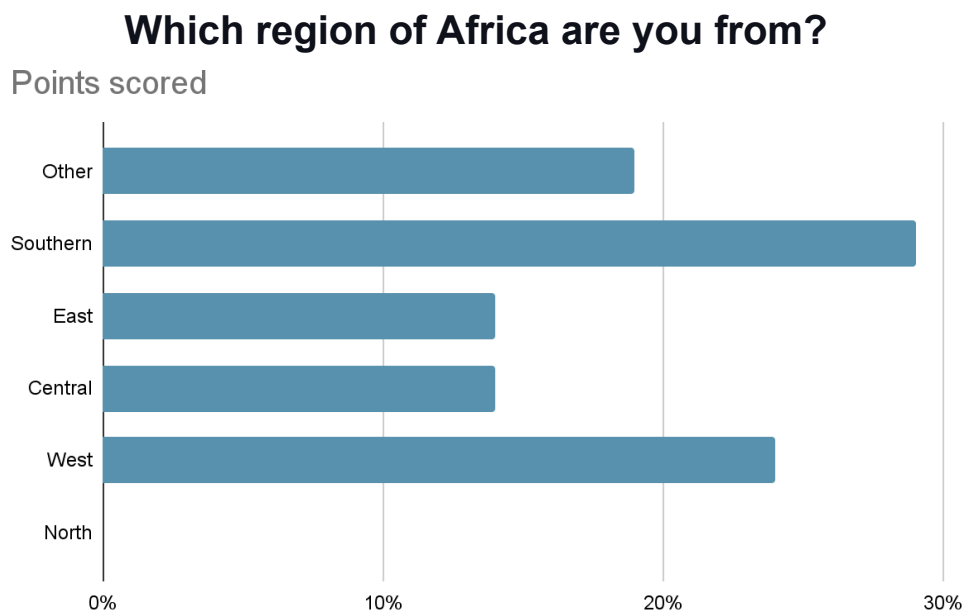
Speakers

- Raynolds Nyarko/Data protection specialist, Ghana
- Balbine Manga/Lawyer Cyber Criminality, cyber legislation and Internet Governance expert, Cameroon
- Levy Syanseke// Internet Society Zambia Chapter President, Zambia
- Abraham Selby/Technical Consultant, Ghana

Contact info: info@data4revolution.org

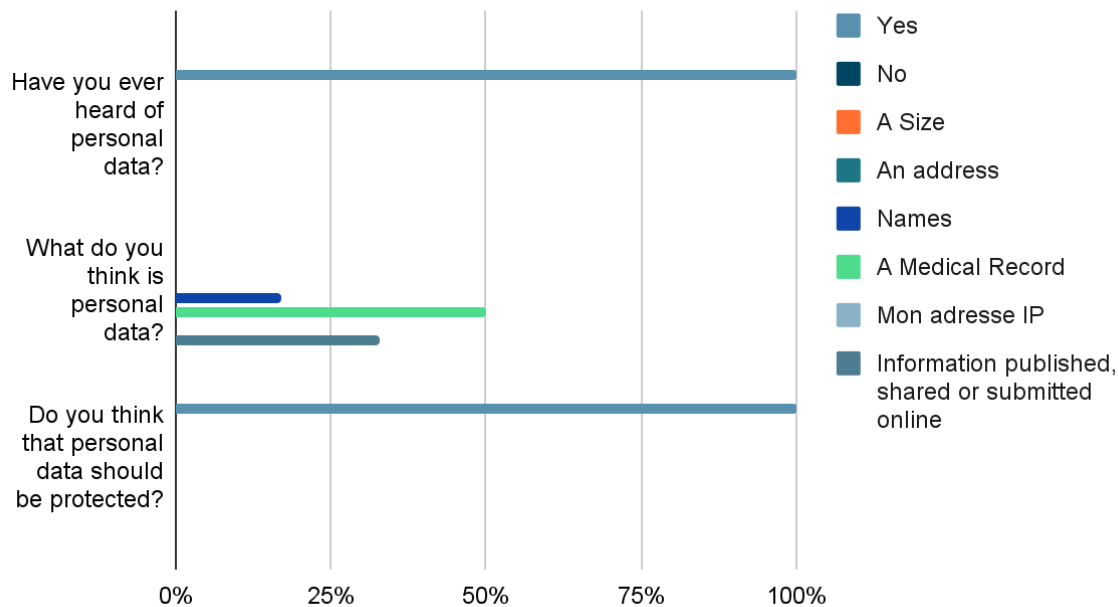
RightsCon2022, the world's Leading Summit for Human Rights in the Digital Age for the year 2022 was an opportunity for the community to share experiences and ideas. It was then an opportunity for us to reflect on the protection of personal data in Africa during a session organized in the form of a “community lab” aiming to make a comparative approach among different sub-regions in Africa.

The session was attended by 25 participants where 81% out of them were from Africa as indicated on the graph below in response to the question “Which sub-region of Africa are you from?”



Through interactive discussions, various questions were asked to participants which clearly showed that they had all heard about personal data, which should be protected and were able to specifically identify them as personal characters on a list.

Points scored



Through the reflection of our various experts on the results of the poll's activity, we were able to identify the following points:

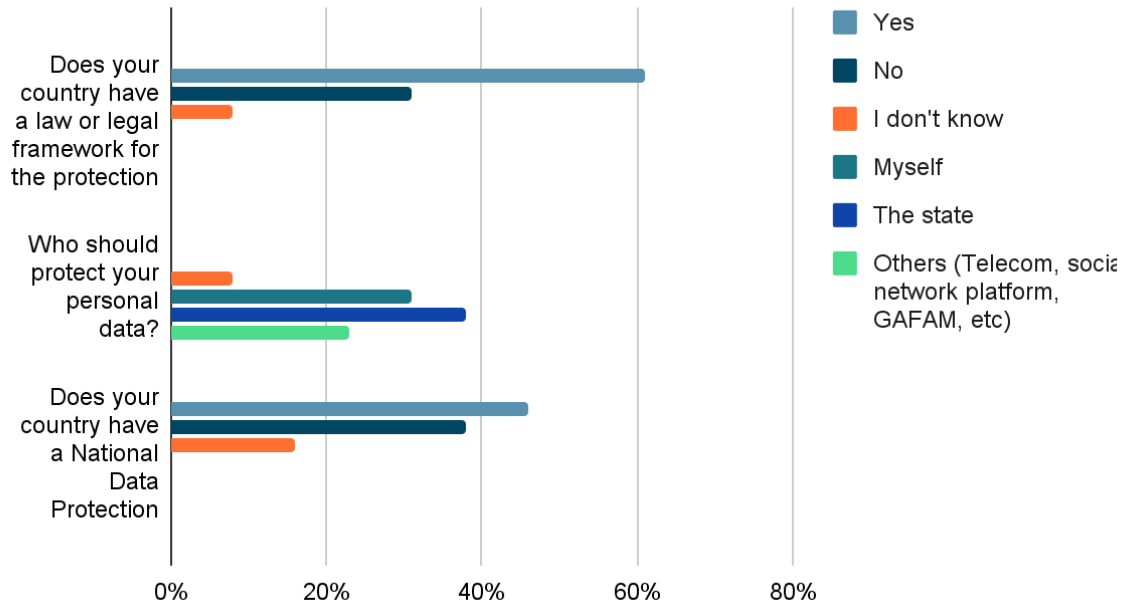
- The intensification of the Internet usage in Africa generates a large volume of data which contains personal data;
- The resurgence of computer crimes led the African Union to propose in 2014, at the Malabo conference, the African Union Convention on Cybersecurity and the Protection of Personal Data. As in 2020, only eight (08) ratifications out of the fifty five (55) member countries. In addition, the implementation of the recommendations of that convention is not happening as quickly as expected.
- Very Few Central African countries have signed the Malabo Convention. Gabon is the only one among that has a law and a national authority for the protection of personal data as stipulated in chapter II of the convention, while the rest do not have any, that greatly hinders the protection of personal data within the sub region;
- In West Africa, Ghana is a pioneer in data protection with its Data Protection Act, which came into force in 2012 and that must be followed by any organization handling personal data making it one of the countries within that sub region that has the law and a national authority for the protection of

personal data. This configuration is clearly progressing in the sub-region as it is observed in Mali, Senegal and Nigeria;

- In Southern Africa, we have the case of Zambia which, following a case law, passed a Personal Data Protection Act in 2019. Angola and Botswana also followed. It is noted that in Southern Africa countries generally seem not to have a national authority in charge of the protection of personal data;
- In addition, there seems to be very little ratification of the Malabo Convention, which promotes the establishment of a national law and authority for the protection of personal data.

Following the experts' reflections, we then discussed the various personal data protection bodies in our region. To this end, we found that more than 60% of respondents mentioned that their country had a law or legal framework relating to the protection of personal data. On the other hand, we also noted in a divergent opinion that the protection of said data was ensured either by the State, the participants themselves, or by another entity such as Telcos, GAFAM, etc. Finally, we also noted that participants were quite confused on the question of whether countries have a National Authority for the Protection of Personal Data. We can see this through the graph below:

Points scored



Recommendations

- Take into account cultural diversity in the development of laws and in particular those relating to the protection of personal data;
- Communicate widely on personal data protection issues
- Raising public awareness of the protection and dissemination of their personal data
- Raising public awareness of the existence and role of the National Authority for the Protection of Personal Data
- Raise awareness and encourage stakeholders to carry out collaborative work among States;
- Encourage States to effectively implement ratified international conventions.